

Commission des Finances

Procès-verbal de la réunion du 13 mars 2024

Ordre du jour :

1. 8184 Projet de loi portant :
1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et
2° modification de :
a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers
- Rapporteur : Monsieur Laurent Mosar

- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
2. 8187 Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'Etat aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile
- Rapporteur : Monsieur Laurent Mosar

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Patrick Goldschmidt, M. Fred Keup, Mme Paulette Lenert, M. Laurent Mosar, M. Marc Spautz, Mme Sam Tanson, M. Michel Wolter

M. Christophe Krecké, M. Alem Sehic, M. Carlo Zwank, du ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Taina Bofferding

*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

*

- 1. 8184 Projet de loi portant :**
1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et
2° modification de :
a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

La Présidente de la Commission des Finances explique que la présente réunion a dû être convoquée endéans des délais très courts vu l'urgence du vote du présent projet de loi en séance plénière (en raison du délai de transposition dépassé), alors que l'avis complémentaire du Conseil d'État n'a été disponible qu'hier après-midi et que le projet de rapport doit, selon une nouvelle règle instaurée par la Conférence des Présidents, être adopté avant la tenue de la prochaine réunion de cette dernière.

Le rapporteur présente brièvement le contenu de l'avis complémentaire du Conseil d'État et évoque l'avis complémentaire de la Chambre de commerce. Il attire encore l'attention sur le fait que le projet de loi vise à soumettre les sociétés holdings d'assurance tombant sous le contrôle du Commissariat aux assurances à la même obligation de contrôle des comptes par un réviseur d'entreprises agréé que les entreprises d'assurance ou de réassurance ou encore les fonds de pension. Cette extension est jugée nécessaire, vu que ces sociétés holdings d'assurance font également partie du périmètre de contrôle au niveau du groupe.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

Les membres de la Commission se mettent d'accord sur une présentation conjointe des deux projets de loi figurant à l'ordre du jour de la présente réunion, ainsi que sur un modèle de parole selon lequel seul le rapporteur présente les projets de loi, cette présentation étant directement suivie d'un vote.

- 2. 8187 Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'Etat aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile**

Le rapporteur présente brièvement le contenu de son rapport.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

Pour le modèle de parole, il est renvoyé au point 1 du présent procès-verbal.

Luxembourg, le 13 mars 2024

Procès-verbal approuvé et certifié exact